

Spécial congrès national 27 - 31 mars 2017



Textes de congrès
disponibles sur

<http://congresnationalbourges2017.snuep.fr>

Discours d'ouverture

Bienvenue à Bourges à toutes et à tous. C'est un honneur pour moi d'ouvrir ce 6^e congrès national du SNUEP-FSU. Je le fais en l'absence de Gilles Pellegrini. C'est évidemment à lui, ou à Cathy Lavanant, qu'aurait dû revenir l'honneur de prononcer ce discours d'ouverture de notre congrès national.

C'est sur leurs traces que nous devons marcher, eux qui ont su développer notre académie en termes d'activité, de nombre d'adhérent-es mais aussi de renouvellement des militant-es venant de

tous les horizons, choisis pour leurs qualités, leur efficacité, leur engagement. Cela permet au SNUEP-FSU de siéger dans les nombreuses instances académiques en collaboration étroite avec la FSU pour défendre partout l'enseignement professionnel public et laïque et ses personnels.

Sur Orléans-Tours, nous avons déjà rempli l'objectif fixé, c'est-à-dire une augmentation de 10 % d'adhérent-es, et nous en sommes très fiers. C'est un travail de longue haleine, un travail de terrain, un travail de tous les jours,

>>>

Sommaire

- > Discours d'ouverture par l'académie d'Orléans-Tours.....P1-2
- > Introduction du congrès par Sigrid GERARDIN, co-SG du SNUEP-FSU..P3-5
- > Motion GUYANE « Nou gon ké sa !»P5
- > Intervention de Paul DEVIN, SG du SNPI-FSU.....P6-7
- > Intervention de Xavier MARAND, co-SG du SNES-FSU..... P7-8
- > Intervention de Catherine PRINZ, CGT Educ'action.....P9
- > Discours de clôture de Sigrid GERARDIN, co-SG du SNUEP-FSUP10-11



>>>

le travail d'un groupe de femmes et d'hommes solidaires et uni-es autour d'un seul objectif : défendre l'enseignement professionnel public.

Nous avons réussi à devenir le premier syndicat de l'enseignement professionnel public dans notre académie.

Notre congrès se tient à 4 semaines du 1^{er} tour de l'élection présidentielle qui sera suivi des élections législatives.

Ces échéances électorales seront très importantes pour le pays mais plus particulièrement pour notre profession et notre système de formation professionnelle. En effet, les programmes annoncés par les différent-es candidat-es peuvent modifier de manière très profonde l'avenir : celui de nos élèves suivant les conditions d'apprentissage dans lesquelles ils seront amenés à étudier et le nôtre en termes de conditions de travail, d'évaluation, de rémunération et de formation initiale et continue

Il est clair, depuis longtemps déjà, que bon nombre de décideurs veulent nous pousser vers l'apprentissage. Les fonctionnaires dont nous faisons partie, sont présentés comme une charge financière et non comme un investissement nécessaire. Il est vrai que la formation représente un gros marché que certains aimeraient tant s'accaparer.

On ne peut pas dire que le bilan de ce quinquennat soit positif pour l'enseignement professionnel.

Quelle crédibilité accorder à un gouvernement dont la ministre de l'Éducation vient dans notre académie uniquement pour faire sa « com » ! Le 6 mars dernier, venue à Tours dans un lycée professionnel public pour communiquer autour du plan « 500 nouvelles formations », elle a osé annoncer l'ouverture de 17 formations dans notre académie omettant de

préciser que seulement 5 seront ouvertes dans l'enseignement professionnel public.

En ce concerne notre organisation syndicale, encore petite, il s'agit maintenant, sans tabou, de faire le bilan de notre progression depuis le dernier congrès et d'en tirer les conclusions.

Notre développement passe aussi par une cohérence entre nos actes et nos mandats. On ne peut pas faire des déclarations et voter le contraire : ce type de comportement décrédibilise le syndicalisme tout comme il a décrédibilisé le monde politique. Et la situation qui en résulte est fort inquiétante...

Du travail a pourtant été réalisé, beaucoup, pour nous développer, gagner en crédibilité et en représentativité.

Mais attention à ne pas nous brûler les ailes, ne nous pensons pas plus forts que nous ne sommes, restons humbles. Un PLP en horticulture vous dira qu'un arbre ne développe pas ses branches si son enracinement n'est pas robuste, tout comme un maçon n'envisagera pas de monter des étages en l'absence de solides fondations.

Prenons le temps de nous recentrer sur les préoccupations de nos collègues, de nous développer pour nous donner ensuite les moyens de nos ambitions : devenir le premier syndicat de l'enseignement professionnel.

Tâchons d'avoir toutes et tous les mêmes objectifs. Je suis persuadé qu'il faut mettre le maximum de moyens et de forces militantes dans le développement de la syndicalisation. Cela commence par le développement d'un tissu de militant-es locaux.

Les défis auxquels nous devons et devons répondre sont nombreux. C'est pourquoi il est essentiel de mettre tout en œuvre pour donner plus de poids et de crédibilité à un outil syndical indispensable pour nos collègues et

pour nous tous, pour défendre le service public et laïque de l'enseignement professionnel.

Cette fois encore, c'est une liste commune que nous avons présentée au suffrage de nos adhérent-es. Cela devait permettre d'éviter les tensions, d'enrichir les contributions, de tourner l'énergie de toutes et de tous vers un seul objectif : le développement du SNUEP-FSU. Les résultats de la syndicalisation montrent que tel n'est pas encore le cas et que notre organisation peine toujours à se développer. Cet objectif ne sera atteint que si toutes les composantes de cette liste sont également entendues et qu'aucune ne cherche à imposer ses vues aux autres, voire à écarter ceux/celles qui osent avoir un avis différent. Ce sont les différences qui enrichissent.

Je souhaite que nous sortions de ce congrès avec des mandats et des propositions qui nous permettent de progresser.

Bonne semaine à toutes et à tous.

Christophe Mayam

Co secrétaire académique

Orléans-Tours



INTRODUCTON DU CONGRES SNUEP-FSU BOURGES

En ce jour d'ouverture du 6^{ème} congrès du SNUEP-FSU, nous avons toutes et tous les yeux rivés vers un département fortement mobilisé : la Guyane, qui aujourd'hui est en grève générale. Les camarades dénoncent depuis longtemps maintenant leurs conditions de travail, la défaillance des services publics et les conditions de sécurité. Marina Voyer-Coupra, secrétaire académique du SNUEP-FSU Guyane interviendra dans le débat général pour nous apporter des précisions sur les mobilisations en cours et les revendications portées. Mais déjà, le congrès du SNUEP-FSU apporte tout son soutien au militant-es du SNUEP-FSU engagé-es dans les mobilisations, à celles et ceux de la FSU, au peuple guyanais dans son ensemble et à tous les jeunes guyanaises et guyanais scolarisé-es.

Notre congrès s'ouvre dans un contexte politique international particulièrement inquiétant. Les tensions diplomatiques s'amplifient et les conflits armés, les guerres enfoncent les populations dans des situations d'extrême détresse les obligeant bien souvent à fuir leur pays d'origine pour trouver un espoir de survie.

L'élection de Trump aux États-Unis est un coup dur porté aux droits des peuples en général et aux droits des femmes en particulier. Sa défiance légendaire face à l'Europe est aussi un prétexte pour contraindre les pays européens à adopter une politique économique ultralibérale et des politiques anti-sociales à l'image de celles qu'il orchestre dans son pays.

Racisme, islamophobie, sexisme, et libéralisation à outrance de l'ensemble des secteurs sont des choix politiques qui entravent la solidarité internationale – solidarité dont aurait besoin l'ensemble des populations pour un monde de justice et de paix. Ce sont aussi ces choix politiques qui créent les conditions et l'amplification de la montée des idées réactionnaires, des partis d'extrême droite, et des extrémismes religieux.

Les conflits au Proche et Moyen-Orient notamment la guerre en Syrie, l'acharnement de l'occupation par l'État d'Israël des territoires palestiniens, les murs qui s'élèvent un peu partout, les attaques graves et les purges en cours qui se mènent contre la démocratie en Turquie sont là aussi des faits alarmants qui ont des conséquences dramatiques pour les populations civiles.

Ces tensions, conflits et guerres ont aussi des conséquences sur la vie politique en Europe qui voit une montée des idées d'extrême droite et des partis qui les portent dans de nombreux pays. Les politiques d'austérité menées un peu partout portent aussi une responsabilité dans ce tournant politique. La paupérisation assumée des populations par les gouvernements et les attaques terroristes font la part belle à ces partis qui s'imposent dans le débat médiatique comme des partis porteurs de solutions nouvelles alors même que le nationalisme et le libéralisme économique sont les fondements de leur politique.

Dans cette période électorale, la France n'est évidemment pas épargnée par cette banalisation réussie des partis d'extrême droite : un-e français-e sur deux voit dorénavant le Front national comme un parti comme un autre, 1/3 des citoyen-nes se disent prêt-es à voter pour lui dont 28 % de fonctionnaires dans les 3 Fonctions publiques d'État et 7,5 % d'enseignant-es.

Dans ce contexte, il est de notre responsabilité en tant que syndicalistes de continuer à combattre pied à pied les idées portées par les partis d'extrême droite. Et ce combat doit être mené, non pour inciter à un vote utile, là n'est pas notre rôle, mais parce que ce programme représente une attaque sans précédent contre le modèle social et les valeurs d'égalité que nous défendons et portons au quotidien, parce que les menaces contre le syndicalisme sont explicites comme celles contre notre démocratie déjà mise à mal. En ce sens nous devons porter haut et fort les valeurs inhérentes à la Fonction publique car, même si elle est aussi fragilisée par de nombreuses mesures, c'est néanmoins la

Fonction publique qui garantit au mieux l'égalité sur l'ensemble du territoire.

La porosité assumée entre les idées d'extrême droite et celles de droite, les affaires judiciaires en cours des candidat-es et de plusieurs hommes politiques rendent les débats politiques mortifères. Les vraies questions, celles dont les Françaises et Français sont en attente de réponses concrètes comme la lutte contre le chômage, les questions d'égalité sur les salaires, à l'école, la santé... sont évacuées ou simplement traitées sous l'angle de discours d'intention. Ces comportements politiques, cette campagne électorale de « leader » aux dépens d'une campagne d'idées et de projets ont pour conséquence d'entraîner la défiance des citoyennes et citoyens à l'égard de la question politique.

Les débats autour des questions éducatives ne sont pas épargnés par cette logique. Et lorsque l'Éducation nationale est invitée dans les discours, c'est pour promouvoir les idées réactionnaires comme celles considérant les enseignant-es comme des nanti-es, que les moyens ne servent à rien pour réduire les inégalités, que l'enseignement professionnel est trop éloigné des entreprises et ne fabriquent que des chômeuses et chômeurs. Les vieilles recettes réapparaissent aussi comme la nécessité d'un retour aux fondamentaux, le contrôle continu pour les examens, le retour à l'uniforme et l'entrée à marche forcée des entreprises dans l'école. Concernant spécifiquement l'enseignement professionnel : les enjeux de ces élections sont, vous le savez, d'une extrême gravité. Depuis sa création, le SNUEP-FSU n'a eu de cesse que de lutter contre l'apprentissage en démontant un à un tous les arguments biaisés et trompeurs des gouvernements successifs. À ce titre, toutes nos pensées vont à Claude Gauthier de Limoges qui nous a quitté brutalement et qui, avec son académie, a toujours été à l'offensive sur ce sujet. Le SNUEP-FSU a su créer des outils militants, être généralement à l'initiative de l'unité syndicale sur ce sujet et même au-delà avec notre présence dans >>>

>>>

des appels collectifs de chercheuses et chercheurs notamment, par l'organisation de colloques, de stages, et d'heures d'information syndicale menées au niveau local dans les établissements. Or, nous sommes maintenant à la porte de la concrétisation de ce projet réactionnaire que nous avons dénoncés et continuerons à combattre sans relâche.

Nous ne pouvons jamais être certaines et certains des résultats définitifs des élections mais les 3 candidat-es dont les intentions de vote sont les plus élevées portent tous un projet de destruction du modèle spécifique de la formation professionnelle des jeunes que les luttes progressistes ont mis plus de cinquante ans à faire advenir : à savoir la scolarisation de la jeunesse ouvrière et salariée. Le modèle d'une formation « complète et globale » pour les 700 000 jeunes que nous scolarisons est sur le point de subir un recul sans précédent.

Le Front national propose une entrée précoce dans l'apprentissage et se donne comme objectif 700 000 apprenti-es à la fin du prochain quinquennat.

Le parti Les Républicains est explicite : l'enseignement professionnel doit sortir de l'Éducation nationale et serait régionalisé. L'apprentissage redeviendrait le modèle de référence et pour ce faire il propose la fusion pure et simple des CFA et des LP. Concernant les enseignant-es, le temps dans les établissements sera augmenté.

Pour le mouvement « En marche », l'apprentissage sera développé par la systématisation de périodes de pré-apprentissage et par l'augmentation des filières d'apprentissage dans les LP donc amplification de la mixité et par des parcours et des publics.

Si le programme du Parti socialiste semble moins frontal dans ces attaques contre l'enseignement professionnel public sous statut scolaire, le bilan de ce quinquennat et son action au pouvoir des régions témoignent de choix politiques assumés en faveur de l'apprentissage.

Durant les 5 années passées, certaines mesures prises dans l'enseignement

professionnel public ont certes permis d'améliorer un tant soit peu nos pratiques sur le terrain comme celles relatives à l'abaissement de la charge certificative avec le retour aux épreuves ponctuelles terminales pour 3 disciplines ou l'abandon des CCF en seconde ; cependant, ces mesures n'ont aucunement permis d'améliorer les conditions d'exercice toujours ardues dans les établissements car aucun moyen spécifique n'a été dédié en ce sens ; en revanche, des sommes très importantes ont été octroyées à l'apprentissage et il est fort à craindre que cette promotion et ce financement de l'apprentissage persistent.

L'abandon des cartes de formations professionnelles aux régions, dont les politiques adéquationnistes ont fait la preuve de leur inefficacité, a été aussi un coup dur porté à l'enseignement professionnel public or, aucune garantie d'un cadrage rectoral plus fort n'est d'actualité dans le programme de ce parti.

Le SNUEP-FSU s'est adressé à l'ensemble des candidats, sauf M. Le Pen, par le biais d'un questionnaire. Il publiera les réponses dans un 4 pages dédiés à destination de l'ensemble des PLP.

Dans le même temps, le SNUEP-FSU porte aux débats 6 priorités et 28 propositions pour l'enseignement professionnel public sous statut scolaire qu'il a publié dans son dernier journal.

1- Pour lutter contre le décrochage scolaire et la nécessité d'acquérir un premier niveau de qualification pour tou-ttes : La première priorité portée par le SNUEP-FSU concerne la mise en place d'un grand plan de scolarisation des jeunes de 15 à 18 ans accompagné de moyens dédiés. Dans ce cadre, le retour au bac pro 4 ans est une nécessité au même titre que la mise en œuvre d'un CAP en 3 ans pour les élèves les plus fragiles, la diversification de l'offre de formation ou encore la nécessité de conforter les SEGPA font partie des premières propositions.

À ce titre, il est important de préciser que seul le SNUEP et la FSU travaillent techniquement et politiquement cette question de l'ASH. Et nous ne pouvons

évoquer l'ASH sans une pensée émue face à la disparition brutale de notre camarade de Bordeaux, Vincent Destrian, qui a toujours eu à cœur la défense des élèves en grande difficulté scolaire.

2- Face aux inégalités scolaires : le SNUEP-FSU propose d'améliorer les conditions d'accueil et d'enseignement des lycéennes et lycéens professionnels en réduisant les effectifs par classe, en mettant en place une allocation d'études, ou encore en améliorant les lieux de vie que sont les internats, les foyers sociaux éducatifs.

3- Face à l'évolution rapide des technologies, les métiers sont en constante mutation, ce qui nécessite l'enseignement de savoirs généraux et professionnels ambitieux, le SNUEP-FSU propose une révision des contenus disciplinaires permettant d'améliorer la réussite des jeunes dans leur projet professionnel et dans leur poursuite d'études avec aussi un enseignement de philosophie en Terminale.

4- Face à la crise du recrutement des PLP dont 1 poste sur 4 est resté non pourvu en 2016 : le SNUEP-FSU porte comme priorité la mise en place d'un réel plan de pré-recrutement et l'instauration de parcours de formation au métier d'enseignant prenant en compte les spécificités de tou-ttes les PLP.

5- La revalorisation salariale et les améliorations des conditions de travail sont aussi des conditions nécessaires à la réussite des jeunes. Pour cela, le SNUEP-FSU propose au débat de réduire le service d'enseignement et d'engager un véritable plan de rattrapage du pouvoir d'achat.

6- Enfin la 6^{ème} priorité du SNUEP-FSU est la mise en place d'une politique volontariste de mixité des filières professionnelles car cette mixité est un outil incontournable pour atteindre l'égalité salariale entre les femmes et les hommes, égalité qui constitue un enjeu de justice sociale et de démocratie.

Porter notre projet éducatif pour les jeunes et les personnels de l'enseignement professionnel est un combat de tous les jours, nous le savons toutes et tous. Mais nous devons rester déterminé-es >>>

>>>

et continuer à travailler ces questions avec l'ensemble des collègues dans les établissements.

Les mois et années à venir seront certainement difficiles de ce point de vue car nous devons, d'une part, contrer pied à pied les volontés de certain-es d'exclure l'enseignement professionnel public de l'Éducation nationale, et d'autre part, imposer une réelle revalorisation de la voie professionnelle, qui doit passer par une revalorisation des enseignements, des diplômes, des formations et des conditions de travail des personnels et d'études des élèves. Et c'est ce travail de terrain au jour le jour qui, plus que jamais, permettra de créer les conditions nécessaires des mobilisations à venir. Le poids et les

positions affirmées de notre fédération sur ce sujet précis sont un atout, un levier dont nous devons nous saisir encore plus vigoureusement. Nous devons avancer aussi dans le débats d'idées pour démontrer à l'opinion publique que le projet éducatif que nous portons pour les élèves que l'enseignement professionnel public sous statut scolaire scolarise est un projet ambitieux et en ce sens la quête d'unité syndicale sera un élément essentiel pour faire vivre nos mandats et nos revendications et rendre nos luttes à venir victorieuses.

Merci et je vous souhaite à toutes et tous un excellent congrès.

Sigrid Gérardin

Co Secrétaire Générale

MOTION GUYANE

« NOU GON KÉ SA ! »*

La situation dans laquelle survit la Guyane depuis des années fait honte et froid dans le dos.

L'état déplorable de ses services publics, de son école, de son système de santé, les fonctions régaliennes non assurées indiquent que la Guyane est abandonnée par la France.

Le taux de chômage est intolérable, en particulier chez les moins de 25 ans, et le fait que ces dernier-es sont les moins nombreux/euses de France à sortir diplômé-es du système scolaire condamnent toute perspective d'avenir pour la jeunesse.

Vivre en Guyane aujourd'hui c'est être confronté à une insupportable cherté de la vie, en particulier pour les produits de première nécessité.

C'est aussi quand on y habite, ressentir une angoisse continuellement présente de se faire agresser sur ses lieux d'habitation et de travail, devant ses établissements scolaires, mais aussi dans chacune de ses rues.

Tout ce qui est systématique et machinal dans les académies de l'hexagone y est difficile voire impossible :

- être scolarisé, pouvoir se rendre à son école, s'y restaurer, avoir un-e enseignant-e, avoir un choix de formations divers, avoir dans des conditions normales ses examens (CAP, BEP, BAC).

- se soigner quand on est malade, voir un spécialiste, accoucher sereinement.

La Guyane et c'est triste de devoir le rappeler, est française. Elle est en sous France malheureusement.

À ce titre, elle mérite d'avoir les mêmes conditions de vie pour ses habitant-es et d'exercice pour ses enseignant-es, que dans le reste de la France.

C'est donc tout le SNUEP-FSU qui se tourne vers la France :

- qu'en est-il de l'obligation de scolariser ?

- qu'en est-il de l'obligation de transporter nos élèves et leur proposer un repas ?

- qu'en est-il de l'obligation de protéger nos élèves ?

- qu'en est-il de l'obligation de les former

et accompagner ?

- qu'en est-il de l'obligation d'apporter une offre de soins véritable et d'assurer la sécurité de ses habitant-es ?

L'État doit impérativement mettre un terme à cette politique de rejet et mépris à l'encontre des habitant-es de ce territoire.

Il doit assumer pleinement toutes ses fonctions et responsabilités, satisfaire les revendications et exigences de vie meilleure, portées par les syndicats et collectifs du mouvement.

Car la Guyane est belle, propose des espaces de vie agréables, elle est riche de par sa jeunesse, sa superficie, sa situation géographique, ses nombreuses ressources naturelles, sa biodiversité, il y a Ariane, le fleuron de l'espace. Tout est là pour que la Guyane se développe brillamment. On le sait !

« NOU GON KE SA »

* *expression créole pour dire « Maintenant ça suffit ! »*

INTERVENTION DU SNPI-FSU

Chères et chers camaraes,

Malheureusement, le bilan de ce quinquennat pour l'enseignement professionnel est assez aisé à faire. Quelques discours de bienveillance, quelques marques d'attachement au travail des enseignants, quelques affirmations pour déclarer son importance... Au-delà de ces marques symboliques, nous attendons encore ce qui avait été annoncé au début de la mandature : un projet ambitieux pour un enseignement qui concerne presque un tiers des lycéens.

Sans doute, a-t-on oublié que la volonté affirmée d'élever le niveau de qualification n'a pu se concrétiser dans notre pays que par le développement de la voie professionnelle.

Certains préfèrent proclamer les vertus de l'apprentissage alors que bien des études témoignent de la relativité de ces vertus en matière de construction des savoirs qu'ils s'agissent de ceux qui relèvent de la culture commune ou de ceux qui relèvent des cultures professionnelles. Et pour eux la formation doit se soumettre au diktat des volontés économiques de l'employabilité.

Les élections présidentielles auraient pu nous offrir quelques perspectives d'espoir. Pour certains candidats, le programme est simple c'est le strict opposé de ce que nous voulons pour l'enseignement professionnel : régionalisation des établissements, des personnels, des programmes, des diplômes. Une manière radicale d'assujettir la formation professionnelle aux exigences du patronat. Le tout en proclamant l'apprentissage comme une voie privilégiée, sacrifiant ainsi l'ambition de donner à tous les élèves la culture commune émancipatrice qui fera d'eux des citoyens libres et responsables.

Quant à ceux dont les projets affirment davantage d'ambition pour l'enseignement professionnel, il leur manque souvent la détermination

concrète d'une politique portée par des mesures précises pour y parvenir. C'est pourquoi vos 6 priorités et 28 propositions constituent un outil particulièrement appréciable pour réaffirmer ce à quoi nous devons rester attachés et ce que la Fédération doit porter pour l'enseignement professionnel. Vous comprendrez aisément que je souhaite aussi aborder à cette tribune la réforme de l'évaluation.

Pas tant sur l'aspect des rendez-vous de carrière qui continuera à répondre à une nécessité du système de gérer des flux de promotion en fonction d'impératifs financiers. Sans doute portera-t-elle sa part d'incohérences et d'injustices liée au fait même de son contingentement mais le nouveau système aura des incidences plus limitées sur les risques de blocage de l'avancement et c'est tant mieux !

Je voudrais évoquer plus longuement la question de l'accompagnement.

Chaque réforme de l'évaluation des enseignants porte ses questionnements radicaux : et si en définitive, on affirmait que la confiance de l'institution et la qualité de ses agents devait se substituer à toute forme d'inspection ?

J'ai suffisamment écrit sur la question des politiques libérales scolaires pour que certains d'entre vous sachent ma conviction que le libéralisme ne peut que produire des politiques scolaires inégalitaires. C'est justement la raison fondamentale pour laquelle je pense que l'évaluation des enseignants par l'institution est essentielle. L'idée libérale d'une tendance naturelle des systèmes à pouvoir se réguler dans l'intérêt de tous, vous le savez, invoque la liberté mais ne se préoccupe que d'agir dans les perspectives inégalitaires des marchés. Je ne crois pas que nous puissions penser une société à l'aune de la seule liberté individuelle. Elle est incapable de garantir l'intérêt général. C'est cela qui fonde la nécessité d'un contrôle du système par l'État.

Mais il ne faut pas que cette vision soit-elle-même portée par ses propres

illusions. Sa légitimité ne repose que sur les exigences dans lesquelles elle est agie.

Tout d'abord celles d'une Fonction publique pensée dans une relation dialectique des droits et des obligations des fonctionnaires. L'inspection ne peut avoir de légitimité à exiger des obligations que si elle garantit les droits.

Ensuite celles d'une finalité centrée sur l'intérêt général, c'est-à-dire pour le système scolaire centrée sur la démocratisation des savoirs et l'émancipation citoyenne. Pour le dire autrement, celles de finalités capables de renoncer à des ambitions et des prises de pouvoir personnelles mais seulement portées par une recherche objective de l'intérêt général.

Enfin celle d'une déontologie portée par le respect des personnes, la reconnaissance du travail et des compétences professionnelles. Et je sais que la réalité actuelle est loin d'être toujours portée par cette déontologie. Vous le dites souvent et parfois en exprimant la gravité des conséquences que cela a pour vous, tant sur le plan professionnel que personnel.

C'est dans ces principes d'attachement aux droits, à l'intérêt général et au respect des personnes et que nous devons penser l'accompagnement.

Je ne suis pas un idéaliste et je sais qu'il ne suffit pas d'invoquer un vocable nouveau pour engendrer la transformation des pratiques. C'est pourquoi nous devons agir ensemble pour que les possibilités offertes par cette réforme de l'évaluation se mettent au service de la démocratisation de la réussite scolaire.

Concrètement, c'est tout d'abord un impératif de travail intersyndical au sein de la fédération que nous avons déjà initié et que nous devons poursuivre. Mais c'est aussi sur le terrain, la nécessité d'un positionnement syndical permanent capable de porter auprès des inspecteurs les exigences d'un accompagnement porté >>>

>>>

par les seules finalités de l'amélioration objective du service public.

Mes camarades, l'accompagnement n'aura pas les vertus du miracle. Mais il offre une opportunité de questionner et de transformer des pratiques évaluatives qui doivent changer et évoluer.

C'est pourquoi nous devons nous saisir ensemble de cette perspective de transformation

Pour en faire un instrument de progrès qualitatif du service public.

Pour en faire un instrument de l'amélioration de la qualité humaine des

relations entre enseignants et inspecteurs.

Et pour en faire l'outil de la lutte nécessaire pour que les enfants des classes populaires puissent construire les savoirs nécessaires au partage d'une culture commune et à l'exercice libre et responsable de leur citoyenneté.

Car cela participe de notre contribution, à la fois modeste et essentielle, à une société plus juste et plus fraternelle, au moment même où d'autres n'ont pour projet éducatif tantôt que ceux de l'ouverture de l'action publique aux

marchés, tantôt que ceux des privilèges de l'élitisme, tantôt que ceux du nationalisme haineux et raciste.

C'est à cette aune-là, vous le savez, que nous devons et que nous devons défendre une école productrice d'égalité. Alors travaillons-y ensemble, au sein de notre fédération.

Paul DEVIN

secrétaire général du SNPI-FSU

INTERVENTION DU SNES-FSU

Chères et chers camarades,

C'est avec grand plaisir que je m'adresse à vous ce jour au nom du SNES.

Les relations entre nos deux organisations syndicales, outre liées au fait que nous appartenons à la même fédération, ont toujours été très fortes. La lecture du dossier paru dans votre dernière publication m'a conforté dans l'idée que de plus en plus de questions nous concernent en commun. Depuis votre création jusqu'à maintenant, nous avons toujours porté le même projet éducatif : celui de faire acquérir à tous les élèves une culture commune ambitieuse dans l'objectif d'en faire des citoyens, aptes à faire société et à trouver leur place dans un monde du travail en perpétuelle évolution. Pour vous comme pour nous, cet objectif nécessite de porter l'obligation scolaire à 18 ans. Ce projet, c'est celui de donner le temps aux élèves de construire leurs savoirs sous des formes diversifiées au lycée. Aucune discipline ne doit être laissée de côté car chacune apporte des approches et des pratiques pédagogiques différentes. Vous promouvez l'enseignement de la philosophie en classe de terminale des filières professionnelles, nous promouvons l'enseignement de l'histoire-géographie dans les classes terminales des filières technologiques.

Les savoirs et compétences spécifiques à chaque discipline doivent être pour partie transférables sur l'ensemble des champs disciplinaires, technologiques et professionnels et permettre de ne pas enfermer les jeunes dans des espaces étripés et hermétiques. La mise en place de passerelles doit être effective d'une voie à l'autre sans exception et financée pour permettre un accompagnement sérieux des élèves et rendre effectif leur droit à changer d'orientation.

Il n'est donc nulle question ici d'une hiérarchie des voies de formation, bien au contraire. Nous partageons tous la volonté d'une reconnaissance de l'égalité de dignité des 3 voies de formation. C'est un combat de chaque jour tant on voit les méfaits des politiques passées et les projets de la plupart des candidats à l'élection présidentielle. Ce combat nous est commun, les ministres qui se succèdent n'hésitent pas à expérimenter leur projet politique sur une voie de formation pour l'appliquer ensuite aux autres. Il en est ainsi de la mise en place des programmes curriculaires qui s'est faite d'abord dans les filières professionnelles, conception que vous avez rejetée et qui est maintenant appliquée aux programmes en collège et que nous rejetons aussi. Nous savons tous les conséquences de cette structuration des programmes sur

l'égalité de traitement de nos élèves mais aussi sur l'égalité d'accès aux savoirs suivant l'établissement dans lequel ils sont scolarisés. Et quid aussi des élèves qui souhaitent changer d'établissement parce que leurs parents déménagent ? Quelles garanties l'État donne-t-il à ces élèves qu'ils étudieront l'ensemble du programme, État qui normalement est garant d'une égalité de traitement de tous les élèves sur l'ensemble du territoire ? Dans le même esprit, la mise en place du CCF dans certaines disciplines pour l'examen du BTS, comme cela s'est fait pour la plupart des disciplines des bacs professionnels, met en concurrence les établissements et conduit à déprécier le caractère national et donc égal des diplômes en renvoyant au local leur évaluation voir leur validation. Ces orientations ont des conséquences majeures sur les personnels puisqu'elles renvoient aux professeurs les raisons de l'échec de leurs élèves.

Ce renvoi au local de décisions qui devraient être nationales et qui aggravent les inégalités n'est pas circonscrit à la question des programmes et des examens. Ainsi, au nom d'une pseudo-autonomie, liberté est donnée aux équipes et/ou chefs d'établissement de définir l'utilisation d'une part des horaires dans chaque filière : dédoublement, ouverture d'options. C'est ainsi que l'autonomie des établissements, >>>

>>>

terme polysémique s'il en est et sur-utilisé dans la campagne présidentielle pour dire tout et son contraire, est mis en avant pour masquer une pénurie de moyens, masquer la volonté de renvoyer sur les personnels une obligation de résultats plutôt qu'une obligation de moyens et pour masquer une absence de volonté de légiférer nationalement sur une structure optimale des filières comprenant des programmes ambitieux et émancipateurs, des dédoublements, des seuils d'effectifs par classe...

Dans ce contexte, on voit ressurgir la valorisation de l'apprentissage à tout crin, alors même que les dernières années ont montré l'échec de ce système (discriminations diverses, échec à la résorption du chômage, dispositif loin d'être un rempart contre le chômage, objectifs fixés par les présidents jamais atteints). Mais échec aussi car ce système n'assure pas à l'ensemble des jeunes les éléments de culture qui sont dispensés dans l'enseignement professionnel, technologique et général.

C'est un moyen d'asservir les futurs salariés en réduisant leur formation initiale à celle d'une adéquation à l'emploi. On le voit bien, les régions, au motif qu'un lycéen professionnel coûterait cher, veulent prendre la main sur l'enseignement professionnel et déposséder les lycées professionnels de leurs champs d'intervention. Vous menez ce combat chaque jour dans vos académies, vos départements comme au niveau national. Sachez que le SNES sera toujours à vos côtés pour combattre ces orientations, défendre une formation professionnelle sous statut scolaire dans le second degré comme dans le post bac. Pour nous il est essentiel d'ouvrir des poursuites d'études pour tous, ce qui suppose une réflexion sur les dispositifs, moyens et pratiques au-delà d'une simple gestion des flux par l'application de quotas.

Ce quinquennat qui s'achève nous a montré que nous pouvions gagner ensemble une re-connaissance de nos

métiers. Je pense bien entendu aux modifications qui ont eu lieu sur les obligations de service et au PPCR. Même si sur aucun de ces deux dossiers nous n'avons réussi à obtenir l'aboutissement total de nos mandats, nous avons progressé collectivement en ce sens.

Le décret sur les obligations réglementaires de service des professeurs constitue une avancée pour la reconnaissance de la spécificité de nos métiers. Se fondant sur les principes essentiels repris des décrets de 1950, il donne une vision plus complète du métier et clarifie certaines situations qui étaient devenues fragiles ou objets de litige. Si nous avons gagné ensemble l'application de la pondération de 1,25 pour les PLP qui enseignent en BTS, il nous reste à obtenir le parallélisme aussi sur la pondération en cycle terminal. Là non plus, le combat n'est pas fini d'autant que, nous l'avons constaté à l'occasion des formations-formatage de la réforme du collège, certains chefs d'établissement ou IPR tentent d'utiliser les textes pour en faire un outil de management et imposer aux professeurs des missions qui ne relèvent pas de leurs obligations. Mais là où la résistance collective s'est organisée avec le SNES, les personnels ont fait reculer ces tentatives.

Nos interventions sur la circulaire de missions des CPE ont permis, non seulement de faire réaffirmer leurs missions et leur rôle de concepteur de leur métier, mais aussi d'écrire, pour la première fois dans un texte publié, leur temps de travail hebdomadaire de 35 h inscrit à l'emploi du temps. C'est une victoire que nous devons mettre à notre actif SNUEP et SNES, même si le combat pour faire respecter ce texte ne fait que commencer.

Enfin, sur les mesures PPCR, chacun convient qu'il s'agit d'un premier pas qui acte un dé-gel de la valeur du point d'indice, une revalorisation de l'ensemble des échelons de nos grilles de rémunération, un élargissement des

débouchés de carrière et une quasi décon-nexion de nos carrières et de l'évaluation. Ce premier pas est insuffisant pour rattraper l'ensemble des pertes de pouvoir d'achat subies. Mais il est le fruit des luttes que nous avons su mener collectivement. Pour le SNES, c'est un point d'appui pour poursuivre la lutte et montrer que nous sommes capables de gagner. Par ailleurs, nous savons toutes et tous que l'accompagnement et la formation continue que notre administration met en avant ne sera que du vent si des moyens ne sont pas mis en volume suffisant pour lui donner corps.

Ce sont tous ces chantiers qui restent encore à travailler ensemble, SNUEP et SNES, avec au moins deux objectifs : celui de la syndicalisation et celui des élections professionnelles qui se dérouleront en décembre 2018.

La syndicalisation car c'est le nerf de notre action syndicale, parce qu'elle implique de ren-contrer les personnels, de discuter avec eux de leur métier et de promouvoir notre projet syndical, mais aussi parce que c'est notre seule source de financement. Elles constituent un enjeu majeur pour le syndicalisme que nous portons c'est-à-dire un syndicalisme de transformation sociale et un syndicalisme de métier ; un syndicalisme ancré dans la réalité de la profession ; un syndicalisme qui allie défense des personnels et défense de leur métier.

Ces élections représentent un enjeu majeur pour chacun de nos syndicats nationaux, mais aussi pour l'avenir de la FSU. Nous devons endiguer les pertes que nous avons subies lors des élections précédentes pour que la FSU retrouve sa place de première fédération de la FPE. Cela passe par des syndicats nationaux forts dans leur champs de syndicalisation et le SNES sera toujours aux côtés du SNUEP pour renforcer sa présence dans les lycées professionnels.

Bonne fin de congrès à toutes et tous.

Xavier MARAND

Secrétaire général du SNES-FSU

INTERVENTION DE LA CGT EDUC'ACTION

Avant toute chose, au nom de la CGT Educ'action, je vous remercie pour votre invitation.

Je tiens à excuser notre secrétaire général, Patrick Désiré qui ne peut être présent à votre congrès car nous sommes nous-mêmes dans une période très chargée et il est actuellement au congrès de l'UGFF. C'est à moi qu'il revient donc de représenter la CGT Educ'action, car nous tenions à vous apporter notre salut fraternel.

Avec Alain Vrignaud, je suis co-animatrice du pôle enseignement professionnel de la CGT Educ'action au niveau national et PLP Lettres-histoire à Metz en Moselle.

Cette invitation marque une volonté commune de travailler davantage ensemble. Cette orientation de construction d'un travail unitaire est une orientation que nous défendons très fortement dans tous les secteurs d'interventions de la CGT Educ'action, de la FERC-CGT, notre fédération, comme de l'UGFF au niveau de la Fonction publique et bien sûr au niveau confédéral.

Avec la période que nous vivons, nous sommes conscients des enjeux et nous souhaitons pleinement nous investir dans la construction d'un syndicalisme unitaire afin de faire gagner le progrès social, aujourd'hui en régression.

Pour la CGT, la lutte syndicale au quotidien, celle qui reprend les revendications les plus élémentaires de défense des salarié-es, s'accompagne d'une lutte plus large, une lutte pour gagner une transformation sociale profonde bousculant les logiques du capitalisme et son avatar social libéral.

Nous avons, ces dernières années, lutté, à de nombreuses reprises, côte à côte, pour défendre les idées et les valeurs auxquelles nous croyons et ensemble opposé le même esprit de résistance aux politiques de réaction sociale. Nous

sommes engagés, ensemble dans une intersyndicale nationale pour mettre en place un front de lutte sur la base de revendications communes, indispensable pour faire reculer les politiques libérales et anti sociales à l'œuvre aujourd'hui.

À la CGT, nous sommes persuadés qu'il est important de construire un outil syndical de masse, de lutte et de classe afin de parvenir à la transformation de la société.

Si nos deux organisations syndicales se sont rencontrées à plusieurs reprises ces derniers mois c'est que certainement vous comme nous, sommes convaincus de la nécessité de construire des plateformes revendicatives communes pour faire converger le mouvement syndical et ainsi créer le rapport de forces nécessaire pour faire gagner nos revendications.

C'est aussi et surtout parce qu'il y a une nécessité et urgence à défendre la voie professionnelle.

Les menaces qui se font de plus en plus pressantes, montrent qu'il est indispensable de construire les convergences partout où elles sont possibles. La défense de la voie professionnelle nécessite de rassembler largement les personnels. À la CGT Educ, comme dans une majorité d'organisations syndicales et notamment la vôtre, nous exigeons qu'elle reste au sein du ministère de l'Éducation nationale, à égale dignité, pour ses élèves et ses personnels, avec ceux des voies générales et technologiques. Les déclarations de certains candidats aux élections présidentielles, qui prônent ouvertement son transfert total aux Régions ne font que confirmer notre

analyse. De même que nous nous opposons à toute tentative de transfert de la voie professionnelle vers les Régions, nous refusons tout développement de l'apprentissage constamment présenté comme le seul remède aux difficultés des élèves de nos établissements, LP ou LPO, voire comme le remède au chômage des jeunes.

Tout comme vous, nous sommes attachés au caractère national des diplômes et nous refusons catégoriquement que ceux-ci se délitent pour devenir des certifications de qualification professionnelle validant des blocs de compétence tout juste bons à pourvoir des emplois locaux.

C'est pour cela qu'un travail commun FSU/CGT est absolument nécessaire au sein des CPC.

Nous avons à la CGT Educ'action fait le choix d'une confédération ouvrière car pour nous la défense du service Public et laïc d'Éducation concerne l'ensemble des salariés de ce pays. L'enseignement professionnel initial sous statut scolaire a une place spécifique, unique, dans la construction des qualifications. C'est ce que nous défendons au sein de la CGT Educ'action tout en construisant un syndicalisme intercatégoriel.

C'est donc au nom de tous mes camarades de la CGT Educ'action, qu'ils soient Professeurs d'École, CPE, agrégés ou certifiés, personnels administratifs ou assistants sociaux, titulaires ou contractuels et évidemment tous mes camarades PLP que je vous apporte un salut fraternel.

Bonne poursuite de vos travaux et à bientôt, ensemble, dans les luttes !

Catherine Prinz

*co-animatrice du pôle enseignement
professionnel de la CGT Educ'action*



DISCOURS DE CLÔTURE CONGRÈS SNUEP-FSU BOURGES 2017

Le SNUEP-FSU arrive déjà à la fin de son 6^e congrès qui, une fois encore, a été très riche du point de vue des débats et des échanges militants. Il fut convivial et riche aussi du point de vue humain, l'ambiance dynamique et chaleureuse de chacune et chacun lors de la soirée festive très réussie d'hier soir avec la compagnie Jolie Môme en est une preuve incontestable.

Même s'ils passent très vite et qu'ils sont denses, ces temps de congrès, sont importants pour notre engagement et notre vie militante. Ils nous permettent la distance nécessaire qui nous manque trop souvent pour regarder avec un peu plus de hauteur nos métiers et nos pratiques.

À l'aune du projet éducatif, du projet de société que l'on soutient, ces temps de congrès sont surtout importants car ils nous permettent, dans le consensus, de structurer des actions syndicales, de construire des revendications et des mandats que l'ensemble des militant-es pourront porter dans toutes les instances et dans tous les territoires pour les années à venir.

Nous avons décliné précisément le projet éducatif porté par le SNUEP-FSU dans le document qui recense nos 6 priorités et nos 28 propositions pour l'enseignement professionnel public. Ce projet éducatif s'est affiné dans l'exercice du congrès par la précision des grands axes syndicaux qui orienteront nos actions à venir.

Démocratiser le système éducatif passera inéluctablement par une valorisation de l'enseignement professionnel public sous statut scolaire, seul à même de garantir un égal accès des jeunes sur l'ensemble du territoire à une 1^{re} qualification

professionnelle reconnue par les conventions collectives des branches professionnelles.

Nous continuerons à mener les combats nécessaires contre tous les projets politiques qui ont pour objectif de le régionaliser, de le fusionner, de le fragiliser. Les attaques frontales que nous subissons impliquent que nous devrons porter ces combats syndicaux de la manière la plus unitaire possible, unitaire avec les syndicats de la FSU et, en ce sens, les interventions de nos camarades des autres syndicats de la FSU présent-es au congrès ont été explicites sur ce point. La déqualification de l'emploi industriel, comme celle du tertiaire, prévue en filigrane des programmes politiques de certain-es candidat-es auront inéluctablement des conséquences sur l'ensemble du système éducatif et bien au-delà.

Ces enjeux sociaux d'une ampleur sans précédent concernent certes le SNUEP-FSU mais aussi l'ensemble des syndicats de la fédération.

Unitaire aussi avec l'ensemble des syndicats de l'enseignement professionnel voire au-delà avec l'ensemble des fédérations de l'éducation. Cette unité est très loin d'être gagnée, et y parvenir sera certainement compliqué mais, nous le savons par expérience, c'est dans l'unité la plus large que nous pourrons espérer contrer les attaques à venir contre nos statuts, contre le démantèlement organisé de l'enseignement professionnel public.

En même temps que ce combat contre l'apprentissage et contre « l'ubérisation » des métiers, nous devons aussi poursuivre notre travail syndical sur l'ensemble des dossiers. En ce sens, nous devons alerter, au-delà de la profession, sur les projets de démantèlement des filières, des diplômes et des contenus d'enseignement et proposer nos projets alternatifs où l'enseignement

d'une culture commune émancipatrice, l'enseignement de savoirs généraux et professionnels restent un but à atteindre.

Valoriser la voie professionnelle passera aussi inéluctablement par la valorisation des conditions de travail des personnels et la valorisation des salaires. Pour appréhender les difficultés et la souffrance au travail des PLP, le SNUEP-FSU devra se doter d'outils militants précis capables d'articuler les analyses nécessaires et les moyens de défense des personnels sans tomber dans l'écueil ou la facilité qui consisterait en une relégation pure et simple des difficultés sur le dos des élèves.

Ces élèves qui sont évidemment au cœur de notre projet éducatif dont nos mandats portent haut et fort l'amélioration des conditions d'études pour toutes et tous. Des moyens doivent être déployés pour l'ensemble des classes dont nous avons la charge car les dédoublements d'effectifs sont indispensables à la réussite des jeunes. Au regard de la situation sociale de certains établissements il est plus que nécessaire de porter les revendications pour l'éducation prioritaire sur la base de nos mandats. D'ores et déjà, nous continuerons à promouvoir nos priorités pour l'EPP pour alerter au-delà de notre profession car c'est aussi par cet élargissement que nous créerons les mobilisations nécessaires.

Très vite aussi, nous devons nous mettre en ordre de marche pour les élections professionnelles. Notre mandat de Dinard de devenir 1^{re} organisation de l'enseignement professionnel public est plus que jamais nécessaire. Le SNUEP-FSU s'engage à mener une campagne syndicale offensive et déterminée. Et pour cela, nous devons développer et mener un travail de terrain militant sans répit pour faire >>>

>>>

progresser encore le SNUEP-FSU. Ce travail de conviction nous devons le mener avec l'ensemble des collègues en défendant les positions progressistes de notre organisation, seule à même d'obtenir des avancées pour les personnels et les élèves que nous scolarisons

La vitalité des débats qui ont eu lieu durant tout le congrès signent certainement les prémises d'un engagement dynamique sur ces élections qui verra sa concrétisation dans une nouvelle progression du SNUEP-FSU.

Camarades, la tâche est lourde et les combats à mener seront ardues. Le

SNUEP-FSU sait qu'il peut compter sur la détermination de chacune et chacun d'entre nous présent-es dans ce congrès et sur tou-tes les militant-es dans les établissements, dans les départements, dans les académies.

Pour clore ce 6^e congrès rappelons-nous la phrase de Pablo Néruda parfaitement chantée hier par la compagnie Jolie Môme :

*« Ils peuvent empêcher les fleurs de pousser,
ils n'empêcheront jamais le printemps d'arriver ».*

Ce congrès n'aurait pas été ce qu'il a été sans l'équipe d'organisation qui a

fait preuve d'une disponibilité sans faille et d'une extrême bienveillance envers tou-tes les congressistes. Le 6^e congrès du SNUEP-FSU remercie donc sincèrement et chaleureusement.

> **L'ensemble de l'équipe de l'organisation d'Orléans-Tours : Vanessa, Pascale, Pascal, Thomas, Christian, Chrystèle, Catherine, Marie, Patrick, Thierry, Christophe, Joffray, Ludovic.**

> **Merci aussi aux camarades de l'organisation nationale : Françoise, Michèle, Lorène, Éliane et Jacques.**

Sigrid Gérardin

Co-Secrétaire Générale



**Merci à l'ensemble de l'équipe de l'organisation d'Orléans-Tours :
Vanessa, Pascale, Pascal, Thomas, Christian, Chrystèle, Catherine, Marie, Patrick, Thierry,
Christophe, Joffray, Ludovic.**

**Merci aussi aux camarades de l'organisation nationale :
Françoise, Michèle, Lorène, Éliane et Jacques**